



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

25/06/2026

Impérialisme occidental et entité coloniale sioniste.

Qui mène la danse ?

Les récentes déclarations de Jean-Luc Mélenchon, à la suite de la volonté du préfet de police d'interdire le concert organisé par LFI place de la République, indiquant: « *Le CRIF commande aux ministres* » ont fait couler beaucoup d'encre et de fiel. Nous reviendrons dans un second temps sur les accusations ignobles d'antisémitisme, venant y compris de la gauche. Ce qui nous intéresse au premier chef c'est l'erreur fondamentale que commet le dirigeant de la France Insoumise.

La classe dominante dirige, pas le courant sioniste

Le président du CRIF, agent spécial de l'entité coloniale sioniste en France, a bien lancé le processus ayant mené à l'interdiction par le préfet de police, dont il n'était d'ailleurs pas difficile de prévoir qu'elle serait invalidée par les juges. Mais le CRIF, tout comme les nombreuses associations sionistes présentes dans notre pays, ne donne pas d'ordre au gouvernement. Ce sont au contraire la Bourgeoisie capitaliste et ses fondés de pouvoir qui utilisent le CRIF et les autres associations sionistes comme leviers afin de faire peur, censurer ou réprimer ceux qui défendent la Palestine, et particulièrement les partisans de la Palestine libre de la Mer au Jourdain.

Beaucoup de gens de bonne foi croient le lobby sioniste infiltré dans les rouages des États impérialistes occidentaux ou fait pression sur eux et que les fondés de pouvoir des multinationales qui dirigent ces États obéissent aux injonctions, conseils, pressions de ces lobbies, voire agissent parce qu'ils sont largement financés par eux, comme c'est le cas avec l'AIPAC aux USA. Que des politiciens du Congrès ou du Sénat US ou de l'Assemblée nationale ou du Sénat français aient un fils à la patte, c'est bien possible et même fort probable. **Mais les décisions politiques ne sont pas prises en fonction de groupes de pression, le monde ne fonctionne pas ainsi ; les dirigeants occidentaux ne sont pas au service de lobbies, mais au service de la classe dominante, leur Bourgeoisie capitaliste, leurs multinationales.**

L'entité sioniste est une carte du jeu impérialiste occidental, mais une carte essentielle

Croire le contraire, c'est méconnaître le fonctionnement du système capitaliste et de son stade impérialiste. Si la rivalité des puissances impérialistes d'Europe a cédé la place, après 1945, à un bloc impérialiste occidental, rangé derrière les USA, cela n'empêche pas les contradictions entre les puissances impérialistes. Mais, sur la question essentielle de la domination du monde, notamment du Proche et du Moyen Orient, et spécialement la colonisation de la Palestine ce sont les multinationales occidentales dictent leur feuille de route, ce sont les impérialistes occidentaux décident. L'histoire l'a montré ; les dirigeants britanniques, avec l'aide de leurs homologues français, ont décidé la création d'un État tampon au Proche Orient, pour contrôler les voies maritimes, veiller à la segmentation du monde arabe et mettre la main sur les richesses du sol. Ils ont rencontré, pour ce faire, et utilisé le courant sioniste et son projet colonial de substitution.

Aussi nous disons à ceux s'étonnant ou s'indignant de la « complicité » occidentale avec le génocide que les États impérialistes occidentaux ne sont pas complices, mais acteurs de la colonisation de la Palestine, et depuis le début. La position, par exemple, de Carrefour ou de la BNP-Paribas en Palestine occupée suffit à le prouver. L'existence de l'entité coloniale sioniste est vitale pour les multinationales US, françaises, britanniques, etc. elles profitent directement de la colonisation de la Palestine. Ils en ont besoin, quelles que soient les horreurs

commises. Et pour un État comme les USA qui s'est construit sur le génocide d'un peuple, sur une identique colonisation de substitution, il n'existe aucun problème moral à soutenir l'éradication des Palestiniens. De même, contrairement à ce que pensent de nombreux états-unis justement indignés des exactions des armées US et sioniste, l'agression impérialiste contre l'Iran ne s'explique pas parce que « *Trump fait la guerre pour Israël* », mais par la nécessité de maintenir la domination impérialiste occidentale sur les Proche et Moyen Orient. Trump a, pour le moment, manqué son coup, mais il a monté l'agression afin de servir, non pas les sionistes, mais ses propres multinationales, dans le cadre de la rivalité impérialiste majeure entre les USA et la Chine.

En France, les sionistes sont aussi des instruments de la classe dominante

Concernant la question particulière de la répression d'État en France, toutes les officines sionistes sont utilisées pour déposer des plaintes, afin de se constituer partie civile, mais ce sont bien les dirigeants de l'État bourgeois qui organisent la répression policière et judiciaire, avec la sortie de la loi sur la presse du délit d'apologie du terrorisme, avec la circulaire assassine de Dupond-Moretti, quelques jours après le 7 octobre 2023. Comme les fondés de pouvoir, la justice n'est pas au service de lobbies, mais de la classe dominante capitaliste. Comme l'ont défini Engels et Lénine, elle est une force spéciale de répression, au service d'une autre : l'État. Il faut d'ailleurs s'intéresser aux cibles visées par cette répression d'État. Après un moment court de brouillage, gouvernement et magistrats se sont concentrés sur leurs véritables ennemis. Ceux prônant les deux États, la paix juste et durable, et autres balivernes ne sont pas visés. On poursuit, on prive de leurs revenus, on condamne les partisans de la Palestine décolonisée et libre, et donc du démantèlement de l'entité coloniale sioniste et le soutien à la Résistance, sous toutes ses formes. Ceci expliquant : que la seule qui est vraiment embêtée à LFI est Rima Hassan, qui, malgré ses lacunes en termes de compréhension du système impérialiste, prône un État binational, une façon de dire la Palestine libre, sans vraiment le dire.

L'affaire de Nuñez, aidé du CRIF, contre LFI répond surtout à des objectifs de politiciaillerie intérieure. D'un côté, LFI affiche bruyamment son soutien à la Palestine, tout en restant au milieu du gué, se refusant à envisager le démantèlement de l'entité coloniale sioniste. Mais, comme ils sont les seuls de la « gauche » parlementaire à se saisir de cette question, ils rassemblent. Et, même si leur position sur la colonisation en général est loin d'être claire, le Sahara Occidental ou leur récent vote colonialiste sur la Guyane, ils incarnent, pour une partie de la jeunesse, la solidarité avec le peuple de Palestine. Leur conception porte tout de même une grosse limite : ils considèrent les Palestiniens uniquement comme des victimes et non comme un peuple qui construit sa propre libération nationale, car ils ne soutiennent pas la Résistance, au contraire. Le gouvernement fait feu de tout bois sioniste pour réprimer les voix favorables à la Palestine, les faire taire ou leur faire peur et il utilise l'argument idéologique de l'antisémitisme. La pseudo interdiction du concert est une nouvelle péripétie de cet affrontement. Il s'agit, soit de faire pression sur les partisans de la FI afin qu'ils lâchent un peu la défense de la Palestine, soit d'exhiber LFI comme seul soutien de la Palestine, aux dépens de celles et ceux qui veulent la libération nationale palestinienne. Enfin n'oublions pas le cadre des affrontements entre politiciens dans le temps qui sera très long de campagne électorale. À neuf mois des élections présidentielles, les actuels fondés de pouvoir du Capital tentent (et tenteront encore), dans un double mouvement, de confiner LFI à cause de son soutien à la Palestine, en assimilant ce soutien à de l'antisémitisme, mais cela semble bien compliqué, et de confiner le soutien à la Palestine à la seule FI, afin de réduire au silence les partisans de la libération nationale, ceci a échoué au moment de la lutte pour la libération de Georges Abdallah, mais se conjugue parfaitement avec l'épisode actuel de répression.

Pour remplir ce double objectif, le gouvernement trouve dans les organisations sionistes un véhicule particulièrement enthousiaste, ayant aussi, ses propres raisons, la défense idéologique inconditionnelle de la colonisation de substitution sioniste. Si enthousiaste et si motivé qu'il soit, ce véhicule reste un instrument de la classe dominante, il n'a pas la main.

L'antisémitisme revu et corrigé comme arme de propagande

Concernant le Parti Révolutionnaire Communistes, il est important de revenir aussi sur les accusations ayant fondu au sujet de Mélenchon et la France Insoumise, après sa dénonciation du rôle joué par le CRIF dans la tentative d'interdiction et d'intimidation organisée par Nuñez et le gouvernement. Dire « le CRIF commande aux ministres » serait l'équivalent de ressusciter le complot juif des antisémites du XIX^{ème} et du XX^{ème}, voire de proclamer la justesse du « Protocole des Sages de Sion ». Cette argumentation délétère s'appuie sur l'idée que voudrait imposer la classe dominante et ses relais de propagande comme quoi le CRIF, ce sont « les juifs ». Or, c'est complètement faux. Le CRIF est une organisation sioniste fasciste ayant pour but de défendre quoi qu'il arrive l'entité coloniale sioniste, et par tous les moyens, tout en essayant, de plus en plus difficilement, de faire croire qu'elle représente les juifs de France. Le CRIF, c'est le Betar en costume cravate. L'accusation d'antisémitisme tombe donc d'elle-même. Mais les défenseurs de l'État colonial sioniste et les fondés de pouvoir

du Capital ont, depuis plusieurs années, et surtout depuis la révolte palestinienne du 7 octobre 2023, changé le sens du mot antisémitisme, qu'ils assimilent aujourd'hui à l'antisionisme ou à la critique systématique de l'entité coloniale génocidaire. La perception de plus en plus grande des travailleurs de ce pays et du monde du génocide et le fait que la détestation du sionisme grandit partout met le pouvoir et ses relais dans une situation difficile. Ils doivent s'accrocher à leur outil idéologique, même s'ils reculent, quitte à alimenter eux-mêmes l'antisémitisme en assimilant l'ensemble des juifs à l'État colonial sioniste. Ils utilisent donc cet « argument » à toutes les sauces, et pas seulement contre LFI, jusqu'à plus soif, à grand renfort de shoah. Et si cela peut contribuer à récrire l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale, c'est appréciable.

Ainsi, Yael Braun-Pivet vient de déclarer récemment, parlant de la shoah : « *l'abîme dans lequel l'Europe a sombré* ». Soit elle souhaite dire, mais ce serait étonnant, que l'Europe allemande de 1941 était bien le prélude de l'UE, soit, plus probablement, elle récuse la responsabilité du Capital afin d'accuser les peuples et celle de l'Allemagne pour accuser tous les belligérants antinazis. Il s'agit de prétendre ceci : la destruction industrielle des juifs d'Europe est autre chose que d'abord et avant tout un crime allemand, lié à l'histoire de cette puissance impérialiste, dans un moment où, dans le pays même où a surgi la bête immonde, le ventre est de plus en plus fécond. La participation « *de l'Europe* », fut celle de dictatures clientes de l'Allemagne, et de collaborateurs eux-mêmes pro nazis comme, par exemple, l'Estonie, premier État « libre de juifs » en 1941, ou bien évidemment l'Ukraine occidentale de Bandera et Melnyk. On ne peut décemment pas accuser les défenseurs de la Palestine d'antisémitisme lorsqu'on n'a aucun mot contre le fantoche Zelinski quand il transporte les cendres du nazi Melnyk au panthéon ukrainien.

Même si ça ne fonctionne pas aussi bien comme le voudraient ses promoteurs, le traitement par l'antisémitisme modifié reste un des meilleurs atouts de la Bourgeoisie. L'antisémitisme est une chose horrible, comme tous les racismes. Mais ce n'est pas en en faisant un « racisme à part », ni de l'holocauste juif un crime par définition inégalé, encore moins en essayant de faire croire que la création de l'entité sioniste en serait une conséquence, en assimilant la défense de l'entité coloniale à celle des juifs que l'on peut combattre l'antisémitisme. Le meilleur moyen de ne pas oublier la shoah aujourd'hui est encore de dénoncer le génocide à Gaza.

Enfin, le meilleur moyen de désarmer toute cette propagande et de séparer l'entité coloniale génocidaire du judaïsme est de rappeler ceci : des émigrants européens sont venus, dès le début du XX^{ème} siècle, chasser les autochtones palestiniens de leurs terres et de leurs maisons. De rappeler aussi que s'il existe une religion et une culture juives, il n'existe pas de peuple juif et donc, ce peuple imaginaire ne peut pas avoir d'État-nation, il existe des juifs européens, les ashkénazes, qui parlaient, pour beaucoup d'entre eux, une langue germanique, le yiddish, des juifs berbères, les séfarades, des juifs arabes, les mizrahim, des juifs yéménites, des juifs éthiopiens, les falashas... Et de bien désigner le sionisme comme un courant politique, colonial, fasciste, raciste, pour lequel la religion n'est qu'un prétexte.

L'autre arme de propagande, l'apologie du terrorisme, celle de la répression

Mais si les accusations d'antisémitisme contre les défenseurs de la Palestine peuplent les rédactions, les plateaux, les discours de beaucoup de politiciens, lorsqu'il s'agit de la répression, un autre argument est utilisé par les juges, celui de « l'apologie du terrorisme ». Celui-ci est utilisé dans des endroits plus feutrés, dans un commissariat, autour d'une garde-à-vue, ou dans un prétoire, c'est-à-dire assez loin du grand public. Le débat public que l'on peut percevoir autour de la notion d'antisémitisme telle qu'employée par les *media*, n'a pas lieu autour du concept d'apologie du terrorisme. Il n'a pas lieu car, probablement, les tenants du Capital ne souhaitent pas que cette notion puisse être discutée largement, mais aussi parce que le débat en question suppose une remise en cause du concept, et donc une défense de la Résistance. Et ceux, soutenant la Résistance ne vont pas sur les plateaux. Dans un contexte de poids de la question coloniale, faisant que la défense de la libération nationale de la Palestine rassemble bien moins de monde en France comparé à nos voisins italiens, britanniques, irlandais, belges ou espagnols, le Capital n'a pas intérêt à ce que la discussion publique ait lieu à ce sujet. Il risquerait la remise en cause du concept de « terrorisme » et la révélation de tout l'appareil répressif qu'il a mis en place.

Il garde au chaud son argument, mais ne se prive pas de l'utiliser pour la répression. Dans les tribunaux, la plupart des juges sont juge et partie, ils veulent la peau des défenseurs de la Palestine libre. La Bourgeoisie capitaliste française, a maintenu en prison plus de quarante ans Georges Abdallah, elle a donné tous les instruments à ses juges pour que personne en passe entre les mailles du filet. Comme nous l'avons plusieurs fois écrit, plaindre les victimes de Gaza est autorisé, dans notre pays. Critiquer le gouvernement de Netanyahu est toléré, et même encouragé pour peu que Netanyahu soit affublé du qualificatif d'extrême-droite, afin de mieux protéger et épargner les « sionistes de gauche ». Mais demander la véritable fin de la colonisation, c'est-à-dire la libération nationale de la Palestine, est interdit. De même que remettre en cause la légitimité de l'État colonial sioniste ou soutenir la Résistance armée palestinienne. Au nom de « l'apologie du terrorisme » la justice de classe a ainsi condamné des dizaines de militants de la libération nationale de la Palestine.

Concernant le Parti Révolutionnaire Communistes, il est important de réagir à ce sujet, de défendre les Alex, Amira Zaiter, Olivia Zemor, Omar Alsoumi, Ramy Schaath ou encore François Burgat et bien d'autres. La contestation du concept biaisé de terrorisme doit se faire, au même niveau que celle de l'autre concept biaisé d'antisémitisme revu et corrigé. Cela fait partie intégrante du combat pour développer, en France, le mouvement de solidarité avec la Palestine libre et la fin définitive de la colonisation sioniste.

En conclusion

Cette question essentielle de la contestation du concept de terrorisme n'est pourtant pas abordée par la « gauche » politique. Dans leur grande majorité, les gens de « gauche » refusent d'analyser correctement la situation coloniale en Palestine. Et la raison en est simple, ils sont indélébilement marqués par l'héritage idéologique de la colonisation, de l'impérialisme français, des « Lumières » de Voltaire. Leur position consiste à dénigrer le Hamas ou la Résistance armée, expliquant aux Palestiniens qui doit organiser la résistance et comment. Toujours les mêmes parlent de paix et non de libération nationale de la Palestine. Les mêmes parlent de « solution à deux États » permettant de facto le maintien de la colonisation. Ce sont enfin les mêmes parlant de « complicité » des impérialistes occidentaux et non de leur implication directe dans la colonisation. Ce sont encore les mêmes qui tentent objectivement d'épargner l'impérialisme français en le disant sous pression des lobbies comme le CRIF.

Nous le disons à nouveau ; les Résistants palestiniens et Libanais combattent le même ennemi qui nous opprime : l'impérialisme occidental. Leur victoire serait un signal fort pour notre propre émancipation. Un peuple luttant pour sa libération nationale, contre une créature des impérialistes occidentaux, lutte aussi contre la colonisation et ses présupposés idéologiques qui gangrènent aujourd'hui l'ensemble de la « gauche » française.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, le combat de la Résistance palestinienne, affrontant directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital pour les prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique en faveur de notre propre émancipation.

L'État colonial sioniste tombera, c'est le sens de l'histoire ; et la Palestine sera libre de la mer au Jourdain !